

**Convention collective régionale**

**IDCC : 937. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES ET CONNEXES  
(Haute-Vienne et Creuse)**

**(1<sup>er</sup> juin 1977)**

(Etendue par arrêté du 22 juillet 1980,  
*Journal officiel* du 21 septembre 1980)

**ACCORD DU 16 DÉCEMBRE 2010**

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2011

NOR : ASET1150152M

IDCC : 937

Entre :

L'UIMM de la Haute-Vienne et de la Creuse,

D'une part, et

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les rémunérations annuelles garanties prévues à l'article 6 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de la Haute-Vienne et de la Creuse sont fixées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 par le barème ci-dessous.

Les rémunérations annuelles garanties étant fixées pour la durée légale du travail, leurs montants devront être adaptés en fonction de l'horaire de travail effectif du salarié au cours de l'année.

**Barème des rémunérations annuelles garanties**

Base de 151,67 heures par mois, pour un horaire de travail effectif de 35 heures par semaine.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION ANNUELLE GARANTIE
I	1	140	16 385
	2	145	16 720
	3	155	16 780
II	1	170	16 920
	2	180	16 980
	3	190	17 040
III	1	215	17 150
	2	225	17 560
	3	240	18 150
IV	1	255	19 000
	2	270	20 120
	3	285	21 225

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION ANNUELLE GARANTIE
V	1	305	22 650
	2	335	24 820
	3	365	27 000
		395	29 270

#### Rémunération minimale hiérarchique

La valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures est fixée à 5 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

#### Prime de vacances

Le montant de la prime de vacances est porté à 100 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

#### Formalités de dépôt

Conformément aux articles L. 2231-5 et suivants du code du travail, le présent accord est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives et sera déposé dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités tendant à l'extension du présent avenant.

Fait à Limoges, le 16 décembre 2010.

(Suivent les signatures.)